

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 15828**

### Intitulé

*L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))*

MASTER : MASTER Domaine: Droit Economie Gestion Mention: Information et Communication Spécialité: Droit des Média et de la Communication

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Toulouse 1 Capitole Modalités d'élaboration de références : CNESER du 19 avril 2011	Université Toulouse 1 Capitole, Mr le Recteur de l'Académie de Toulouse, Mr le Président de l'université

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1967)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit, 128 Droit, sciences politiques

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Les titulaires de ce diplôme exercent les fonctions de juristes sur les questions spécifiques de la communication ( presse écrite, audio visuelle, électronique) et du droit de la propriété littéraire et artistique

ils informent et conseillent les clients, les collaborateurs sur des questions d'ordre juridique  
rédigent des actes juridiques liés aux activités de l'entreprise : contrats commerciaux, brevets, propriétés littéraires et artistiques  
assurent les procédures contentieuses  
représentent l'entreprise dans les procédures judiciaires  
accomplissent des démarches auprès d'organismes publics ou privés pour le compte de clients  
mettent en place et gèrent une veille juridique

- maîtriser les réglementations juridiques liées aux activités des entreprises des secteurs des médias et de la communication, notamment de la presse écrite, des secteurs de l'audio visuel, des sociétés d'auteurs ou de production cinématographique, depuis les médias de masse traditionnels jusqu'aux nouveaux enjeux liés à la communication électronique et au commerce électronique.

- définir et mettre en oeuvre les procédures juridiques en fonction des stratégies de l'entreprise.

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

- Entreprises publiques et privées du secteur de la communication et des médias :  
groupes de presse, sociétés audiovisuelles,  
cabinets de conseils juridiques et d'avocats,  
sociétés d'auteurs  
organismes professionnels  
syndicats professionnels  
services publics  
organismes de régulation et de contrôle du secteur.

- Entreprises du secteurs de la télécommunication du câble et de l'internet  
- Secteur public : collectivités territoriales....

- correspondant informatique et liberté  
- juriste multimédia  
- juriste contentieux  
- juriste consultant  
- responsable juridique spécialisé en droit des médias et de la communication  
- chargé d'étude et de conseil en droit à l'image  
- avocat conseil ( pour les titulaires du CAPA)

## Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

## Modalités d'accès à cette certification

### Descriptif des composantes de la certification :

Semestre 1 40 ECTS

UE 1 Enseignements fondamentaux 25

- Droit de la propriété littéraire et artistique
- Droit de la communication audiovisuelle
- Droit de la presse écrite
- Droit du cinéma
- Droit de la communication électronique

UE2 Enseignements complémentaires 15

- Droit international économique
- Droit de la concurrence
- Droit communautaire
- Financement de la production
- Droit de la culture
- Droit à l'image
- Droit et pratique de la régulation des activités économiques
  - Méthodologie des contrats
- Droit de l'informatique

Semestre 2 20 ECTS

UE 3 Orientation (à choix) 20

- Choix 1 : Voie professionnelle
  - Initiation technique au projet professionnel
  - Stage
- Choix 2 : Voie recherche
  - Séminaire méthodologique
  - Mémoire de recherche

#### Stage

Voie professionnelle :

L'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de trois mois dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

#### Evaluation et compensation

L'examen du master 2 comporte deux sessions d'examen pour le semestre 1 et une seule session pour le semestre 2.

Semestre 1 :

- UE1 :
  - 3 épreuves écrites d'une durée de 4 h portant sur 3 matières désignées par le responsable du diplôme et dévoilées 10 jours avant la première épreuve d'examen du diplôme. un grand oral portant sur l'ensemble des matières de l'UE : une demi-heure d'interrogation après 1 h de préparation
- UE2 :
  - 3 épreuves portant sur 3 matières désignées par le responsable du diplôme et dont les modalités sont définies dans l'annexe. Les matières désignées seront dévoilées 10 jours avant la première épreuve d'examen du diplôme
  - un grand oral portant sur l'ensemble des matières de l'UE : une demi-heure d'interrogation après 1 h de préparation

Semestre 2 :

- UE3 : l'étudiant remet un rapport de stage et soutient le projet professionnel. Chacun donne lieu à une note.

Chaque unité d'enseignement est validée individuellement et capitalisée avec acquisition des crédits correspondants (ECTS) dès lors que le candidat y obtient la moyenne.

Pour chacun des semestres, les unités où l'étudiant n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation si le candidat obtient à leur ensemble la moyenne.

Chaque semestre est validé individuellement.

Pour être déclaré admis

- au semestre 1, le candidat doit y obtenir une note de moyenne générale au moins égale à 10 sur 20

- au semestre 2, le candidat doit obtenir une note de moyenne générale au moins égale à 10 sur 20.

Accès et formation préalable requise

Le Master a été conçu sous sa forme spécialisée au niveau du M2, afin d'accueillir les meilleurs étudiants provenant aussi bien des filières de Droit privé que de Droit public. Une spécialisation dès le M1 serait trop étroite. Sont donc aussi accueillis des étudiants provenant d'autres Universités et de M1 juridiques diversifiés.

**Validité des composantes acquises : illimitée**

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Oui Composition des jurys : enseignants-chercheurs et professionnels intervenant dans la formation (à parité).Présidence par le responsable de la formation
En contrat d'apprentissage	X	Non
Après un parcours de formation continue	X	Oui Composition des jurys : enseignants-chercheurs et professionnels intervenant dans la formation (à parité).Présidence par le responsable de la formation
En contrat de professionnalisation	X	Non
Par candidature individuelle	X	Oui Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP Composition des jurys : enseignants-chercheurs et professionnels intervenant dans la formation (à parité).Présidence par le responsable de la formation
Par expérience dispositif VAE	X	Oui Composition des jurys : enseignants-chercheurs et professionnels intervenant dans la formation (à parité).Présidence par le responsable de la formation

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

**Base légale**

**Référence du décret général :**

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

**Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

: Arrêté d'habilitation du 23 juin 2011

**Référence du décret et/ou arrêté VAE :**

**Références autres :**

**Pour plus d'informations**

**Statistiques :**

	<b>candidats</b>	<b>Vo eu1</b>	<b>favorables</b>	<b>inscrits</b>
<b>2010-2011:</b>	<b>71</b>	<b>41</b>	<b>48</b>	<b>23</b>
<b>2011-2012:</b>	<b>105</b>	<b>67</b>	<b>47</b>	<b>25</b>

<http://www.univ-tlse1.fr>

**Autres sources d'information :****Lieu(x) de certification :**

Université Toulouse 1 Capitole : Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon - Haute-Garonne ( 31) [Toulouse]

Université Toulouse 1 Capitole

**Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :**

Université Toulouse 1 Capitole

**Historique de la certification :**

**Fiche remplacée par la fiche nationale n°31496**